



Assemblée générale

Distr. générale

30 juin 2014

Français

Original : anglais/arabe/espagnol/
français

Soixante-neuvième session

Point 97 h) de la liste préliminaire*

Désarmement général et complet

Éducation en matière de désarmement et de non-prolifération

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport est soumis conformément à la résolution 67/47 dans laquelle l'Assemblée générale priait le Secrétaire général d'établir un rapport sur le bilan de l'application des recommandations figurant dans l'étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération. Il contient des informations provenant des États Membres, d'organisations internationales, régionales et non gouvernementales ainsi que d'institutions universitaires sur l'application des 34 recommandations de l'étude.

* A/69/50.



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	4
II. Application des recommandations par les États Membres : réponses reçues des États Membres.	5
A. Autriche	5
B. Cuba	6
C. El Salvador	7
D. Allemagne	7
E. Iraq	8
F. Japon	9
G. Mexique	11
H. Panama	12
I. Portugal	13
III. Application des recommandations par l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales et régionales	14
A. Bureau des affaires de désarmement	14
B. Département de l'information	15
C. Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement	16
D. Agence internationale de l'énergie atomique	16
E. Organisation pour l'interdiction des armes chimiques	17
F. Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires	17
IV. Application des recommandations par la société civile et les organisations non gouvernementales.	18
A. Ban All Nukes generation	18
B. Fondation Berghof	19
C. Campaign for Nuclear Disarmament	19
D. Centre for Science and Security Studies	19
E. Hibakusha Stories	20
F. Institut d'études sur la sécurité	20
G. International Network of Engineers and Scientists against Proliferation	20
H. Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire	21
I. James Martin Center for Non-Proliferation Studies de l'Institut d'études internationales de Monterey	21

J.	Le Mouvement de la Paix	21
K.	Network for Continental disarmament and Development	22
L.	Non-proliferation for Global Security Foundation	22
M.	Nuclear Age Peace Foundation	22
N.	World Conference of Religions for Peace	23
O.	Soka Gakkai International	23
P.	Université de Stockholm	23
Q.	Simons Foundation	23
R.	Université d'Uppsala	24
S.	Verification Research, Training and Information Centre	24
T.	Centre viennois pour le désarmement et la non-prolifération	24
U.	Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté	25
V.	Conclusions	25

I. Introduction

1. Au paragraphe 2 de sa résolution 67/47, intitulée « Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération », l'Assemblée générale priait le Secrétaire général d'établir un rapport sur le bilan de l'application des recommandations visant à promouvoir l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération ainsi que sur les perspectives dans ce domaine et de le lui présenter à sa soixante-neuvième session. La recommandation 32 de l'étude de l'Organisation des Nations Unies (A/57/124) encourageait le Secrétaire général à établir un rapport analogue sur une base biennale.
2. La recommandation 31 de l'étude encourageait les États Membres, notamment, à informer le Département des affaires de désarmement des mesures prises en application des recommandations formulées dans le rapport.
3. Le présent rapport contient des informations recueillies par le Secrétaire général sur la mise en œuvre des recommandations figurant dans cette étude par les États Membres, l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales, régionales et non gouvernementales. Il doit être lu parallèlement aux 34 recommandations de l'étude. D'après les informations reçues, les activités associées aux recommandations 1 à 6, 8, 12 à 15 et 17 à 34 ont été menées pendant la période considérée. Conformément aux directives des Nations Unies préconisant de limiter la documentation, les informations figurant dans le présent rapport ainsi que des données supplémentaires sont disponibles sur le site www.un.org/disarmament/education.
4. Dans sa résolution 67/67, l'Assemblée générale a également prié le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée à sa soixante-neuvième session un rapport sur les activités menées au titre du Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement. Le présent rapport doit être lu parallèlement à celui-ci.
5. Dans plusieurs résolutions adoptées à ses soixante-septième et soixante-huitième sessions, l'Assemblée générale a réaffirmé l'utilité de trois centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement relevant du Département des affaires de désarmement – pour l'Afrique, l'Asie et le Pacifique et l'Amérique latine et les Caraïbes – menant des programmes éducatifs et d'information. Des rapports distincts soumis à l'Assemblée sur chacun des trois centres régionaux donnent des informations détaillées sur leurs activités (A/68/114, A/68/112 et A/68/134, respectivement).
6. Le Programme de bourses d'études, formation et services consultatifs des Nations Unies dans le domaine du désarmement demeure le principal programme de formation annuel du Département des affaires de désarmement. Un rapport distinct sur ses activités sera soumis à l'Assemblée à sa soixante-neuvième session.

II. Application des recommandations par les États Membres : réponses reçues des États Membres

A. Autriche

[Original : anglais]
[30 mai 2014]

L'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération demeure une composante constante de la formation diplomatique et de l'éducation à la paix en Autriche, y compris au sein des forces armées autrichiennes. Le Ministère autrichien de la défense participe également à quatre projets multilatéraux d'assistance à long terme pour une éducation ciblée en matière de désarmement et de non-prolifération : dans les Balkans occidentaux (en Bosnie-Herzégovine, dans le cadre de la mission militaire de l'Union européenne EUFOR ALTHEA, et en Croatie, en coopération avec le Centre d'aide régional pour la vérification et la mise en œuvre du contrôle des armements), en Europe orientale (en République de Moldova, dans le cadre de la mission de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) et en Afrique de l'Est (au Kenya, en coopération avec l'International Peace Support Training Centre). L'Autriche participe en outre activement à l'élaboration de nouvelles activités de formation internationales.

Qui plus est, les partenariats avec l'Organisation des Nations Unies et ses instituts ainsi qu'avec des organisations non gouvernementales et des groupes de réflexion assurant des services, des informations et une formation se poursuivent. Des représentants de la Croix-Rouge autrichienne ont fait partie des délégations nationales présentes aux conférences d'Oslo et de Nayarit sur l'impact humanitaire des armes nucléaires en 2013 et 2014.

L'Autriche a appuyé un certain nombre d'organisations non gouvernementales non seulement au cours des sessions de 2013 et 2014 du Comité préparatoire pour la Conférence des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 2015, mais aussi dans le cadre du groupe de travail à composition non limitée de 2013 chargé d'élaborer des propositions visant à faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire aux fins de l'avènement définitif d'un monde sans armes nucléaires, conformément à la résolution 67/56 de l'Assemblée générale, ainsi que durant les sessions de la Conférence sur le désarmement. Ces interventions incluaient une action éducative spécifique sur le désarmement et la non-prolifération. L'Autriche s'est également associée à la déclaration faite par le Japon en 2014 lors d'une session du Comité préparatoire préalable à la Conférence de 2015 à New York.

Pour appuyer les activités du Centre viennois pour le désarmement et la non-prolifération, et profitant de l'expertise nucléaire spécifique dont dispose Vienne grâce à l'Agence internationale de l'énergie atomique et à l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais d'armes nucléaires, l'Autriche a participé à un certain nombre d'événements et d'activités qui ont inclus la promotion de la coordination et de la coopération entre organisations internationales, régionales et non gouvernementales ainsi qu'entre instituts universitaires et gouvernements nationaux aux fins de l'éducation et de la formation. Des diplomates autrichiens continuent à participer à des activités de soutien pertinentes et à faire des présentations sur le désarmement et la non-prolifération à un public spécialisé ou à des étudiants.

B. Cuba

[Original : espagnol]

[14 avril 2014]

Pour Cuba, l'éducation est un instrument clef pour promouvoir la paix et le désarmement. Inculquer à la population les principes du respect de la paix et l'initier au noble objectif consistant à parvenir au désarmement et à la non-prolifération doit être une priorité des États.

Les nouvelles générations doivent être au courant du risque que représente l'existence des armes nucléaires. Les arsenaux nucléaires compromettent la paix et la sécurité internationales et constituent une menace pour l'avenir de l'humanité et de notre écosystème. Cuba considère par conséquent que le désarmement est un objectif absolument prioritaire.

L'unique garantie absolue contre l'usage ou la menace de l'usage des armes nucléaires est leur élimination totale. Rien ne justifie que dans les doctrines militaires, on envisage de recourir à ce type d'armement.

La société cubaine est de mieux en mieux informée des questions relatives au désarmement, à la non-prolifération et au maintien de la paix. De nombreux programmes insérés dans la « bataille des idées », réforme qui a amplifié les possibilités déjà vastes du peuple cubain en matière d'éducation et de culture, ont contribué à sensibiliser la population à ces thèmes et à d'autres.

Cuba dispose de plus de 70 programmes éducatifs mis en œuvre essentiellement grâce aux moyens de communication de masse et aux centres éducatifs. Parmi les programmes ayant pour thème le désarmement et la non-prolifération, on peut mentionner les programmes télévisés *Mesa Redonda*, émission d'information quotidienne d'une durée de 90 minutes, et *Universidad para Todos*, dont un des modules inclut un cours intitulé « La technologie nucléaire : une option responsable ».

Le leader historique de la révolution cubaine, le commandant en chef Fidel Castro, a lui-même promu, aux niveaux national et international, la lutte contre les armes nucléaires. De multiples articles réfléchissant sur les incidences qu'aurait l'usage de telles armes pour la stabilité mondiale et la vie de la planète ont été publiés dans les organes de presse nationaux.

Les organisations non gouvernementales cubaines jouent, elles aussi, un rôle important en matière d'éducation au désarmement. Le Mouvement cubain pour la paix et la souveraineté des peuples, conjointement avec la Société économique des amis du pays de La Havane, organise depuis 15 ans des ateliers nationaux d'éducation à la paix dans différents centres du système éducatif national. L'Association cubaine des Nations Unies organise, elle aussi, de fréquents événements sur ces thèmes, parmi lesquels on peut citer le forum en ligne « Un avenir sans armes nucléaires pour tous », tenu le 26 septembre 2013, parallèlement à la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies sur le désarmement nucléaire.

Les centres éducatifs cubains, dans le cadre de leur travail de formation, contribuent également à ce que les étudiants prennent conscience de la paix, du désarmement et de la non-prolifération. En particulier dans les centres cubains de formation militaire, où sont formés des officiers de niveau supérieur, moyen ou

subalterne, y compris sur le plan technique, on exige une éthique militaire de haut niveau qui inclut les aspects humanitaires, l'internationalisme et le respect de la paix.

Cuba considère que l'éducation en matière de désarmement et de paix est déterminante pour garantir un avenir plus sûr aux nouvelles générations. Un avenir où des ressources considérables ne seront pas consacrées à la guerre et où les progrès de la science et de la technique permettront un développement soutenu et durable.

C. El Salvador

[Original : espagnol]

[26 mai 2014]

Les forces armées d'El Salvador tiennent leur engagement de veiller et de contribuer à la paix et à la sécurité internationales, en favorisant des activités orientées vers le désarmement et la non-prolifération des armes, notamment :

a) En instaurant une réglementation pour le contrôle et l'enregistrement des armes à feu calquée sur les mécanismes adoptés par les services d'enregistrement des armes du Ministère de la défense nationale;

b) En soumettant à un contrôle minutieux les entreprises importatrices d'armes à feu qui entrent dans le pays à des fins commerciales de manière à éviter le trafic illégal d'armes à feu;

c) En collaborant avec le ministère public pour la destruction des armes à feu saisies dans les différents tribunaux de façon à éviter que celles-ci ne soient utilisées pour des actes illicites.

Il convient de mentionner que, du fait de la participation du personnel des forces armées en tant qu'observateurs militaires dans les différentes opérations de paix, El Salvador collabore au désarmement des forces insurgées du pays en conflit.

Le 28 janvier 2010, El Salvador a participé à Washington à la session sur l'« Appui interaméricain au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires » et sur « L'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération » et pendant l'année 2012, la République d'El Salvador a intégré le programme du cours interinstitutionnel de formation à la lutte contre le trafic illicite des armes à feu du Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes dans ses programmes nationaux de formation, avec l'appui du Conseil académique de l'Académie nationale de sécurité publique.

D. Allemagne

[Original : anglais]

[13 juin 2014]

La République fédérale d'Allemagne est convaincue que l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération a aujourd'hui un rôle vital à jouer, même si le désarmement nucléaire n'est plus toujours perçu comme absolument prioritaire. De fait, le Gouvernement fédéral promeut activement l'éducation en matière de désarmement alors même que l'éducation relève de la responsabilité des États fédéraux.

Par exemple, le Gouvernement fédéral contribue au débat qui se déroule au Parlement et dans la société civile en publiant chaque année un rapport sur le désarmement et la non-prolifération. Au Bundestag (le Parlement allemand), les membres du Sous-Comité sur le désarmement, le contrôle des armes et la non-prolifération suivent en particulier de très près les politiques et développements concernant le désarmement et la non-prolifération. L'éducation dans ce domaine se fait aussi grâce à la coopération avec des fondations politiques et par le biais de l'Agence fédérale pour l'éducation civique. Les groupes de réflexion et les organisations non gouvernementales jouent également un rôle important à cet égard.

E. Iraq

[Original : arabe]
[22 mai 2014]

L'Iraq est consciente que les efforts visant à susciter une prise de conscience, sur le plan culturel, de la société contribuent pour une part essentielle à l'élimination des effets nocifs des armes légères et de petit calibre ainsi que des débris de guerre, des mines et des munitions non explosés. Elle s'est attachée à fournir à sa population toutes les informations et instructions susceptibles de faciliter l'atténuation des souffrances engendrées par ces armes, à tirer parti du rôle joué par les autorités locales, dans les zones rurales, pour sensibiliser davantage la population, au niveau tant culturel que social, partout dans le pays, notamment dans les régions les plus touchées par les effets des armes susmentionnées, à insister sur la nécessité d'exercer un contrôle encore plus strict sur la production et le commerce desdites armes, et, lorsqu'une arme ou un débris de guerre quelconque est découvert, d'en aviser les instances gouvernementales, pour préserver la sécurité de la population et contribuer à l'élimination des menaces et des agressions dont le peuple iraquien est victime et qui sont le fait des groupes terroristes.

Le Gouvernement iraquien réitère son appui aux efforts qui sont déployés à l'échelle internationale, pour empêcher les terroristes d'avoir accès à des armes de destruction massive et à leurs vecteurs, prévenir le trafic illicite d'éléments connexes, en particulier les activités d'acteurs non étatiques, et interdire le double usage, conformément à la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité des Nations Unies et aux autres résolutions internationales pertinentes.

On ne saurait négliger le rôle décisif joué par les femmes, qui en tant que composantes essentielles de la famille, de la société et de l'État, doivent être dûment prises en considération lors de l'élaboration, notamment dans les universités, les centres de recherche et les laboratoires, de programmes de désarmement, de non-prolifération, de maîtrise des armements et de sensibilisation aux dangers découlant des armes et de la prolifération nucléaire, qui ont pour but d'assurer le succès des efforts de désarmement et des mesures visant à éliminer les effets dévastateurs des armes nucléaires et des autres armes de destruction massive sur l'environnement et les populations, ainsi que leur impact négatif sur le développement. Ces efforts se sont essentiellement traduits par les mesures ci-après :

a) Utilisation des moyens de communication et des technologies nouvelles pour sensibiliser la population et lui faire prendre conscience de l'importance du désarmement et des risques découlant de la prolifération des armes;

b) Promotion du rôle joué par tous les médias dans la diffusion d'une culture de la non-violence et du renoncement à la possession d'armes au sein de la société iraquienne, notamment parmi les jeunes, et introduction, dans les programmes scolaires, de cours portant sur la question du désarmement et sur la restriction à l'État du droit de posséder des armes;

c) Les ministères irakiens compétents, œuvrant en collaboration avec des organisations de la société civile, ont mené des campagnes de sensibilisation en Iraq, et y ont organisé des ateliers et des sessions de formation à l'intention d'universitaires, de spécialistes et de personnes travaillant sur des sites et dans des laboratoires manipulant des substances et des équipements dangereux, afin d'appuyer et de promouvoir tous les efforts à même de contribuer à l'atténuation des risques que les armes font courir à la société;

d) Promulgation de lois interdisant la possession et l'utilisation d'armes légères et de petit calibre ainsi que la manipulation des matières dangereuses interdites entrant dans la fabrication d'armes de destruction massive et infliction de peines sévères aux contrevenants à ces lois;

e) Exercice d'un contrôle accru sur les laboratoires et suivi des mesures de sécurité et de sûreté appliquées par ces derniers et par leurs employés;

f) Renforcement de la surveillance aux points de franchissement de la frontière et dans les aéroports en vue de prévenir la manipulation, le transport et le commerce des armes légères et de petit calibre, et promulgation de lois garantissant le contrôle des exportations et des importations;

g) Poursuite de l'action engagée à l'échelle nationale, régionale et internationale, en vue de renforcer et de promouvoir les efforts visant à mettre en relief l'importance des traités et accords multilatéraux dont l'objet est de prévenir la prolifération des armes de destruction massive et de sensibiliser la population aux effets négatifs de la prolifération des armes légères et de petit calibre ainsi qu'à la nécessité d'éliminer les armes de destruction massive, mesure essentielle pour l'avènement d'un monde exempt d'armes de ce type.

F. Japon

[Original : anglais]
[13 mai 2014]

Le Japon, qui est le seul pays à avoir subi pendant la guerre les effets dévastateurs d'explosions nucléaires, est résolu à faire en sorte que l'on n'oublie jamais les tragédies d'Hiroshima et de Nagasaki et leurs conséquences sur le plan humanitaire. C'est notamment pour cette raison que le Japon attache la plus haute importance à l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, surtout auprès des jeunes.

Les activités suivantes témoignent des efforts déployés par le Japon à cette fin :

a) **Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement.** Chaque année depuis 1983, le Japon invite de jeunes diplomates et fonctionnaires gouvernementaux à effectuer un séjour sur son territoire dans le cadre du Programme de bourses et d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de

désarmement. Huit cent onze boursiers originaires de divers pays se sont rendus jusqu'à présent au Japon et y ont notamment effectué des visites à Hiroshima et Nagasaki afin d'en savoir plus sur les conséquences de l'usage des armes nucléaires;

b) **Conférence des Nations Unies sur les questions de désarmement.** Depuis 1989, le Japon organise la Conférence des Nations Unies sur les questions de désarmement dans l'une des villes du pays, ce qui donne l'occasion à d'éminents experts en désarmement, dont des représentants d'États, de gouvernements locaux, de l'ONU et d'autres organisations intergouvernementales, d'établissements d'enseignement, d'organisations non gouvernementales et d'autres organismes de la société civile du monde entier de participer à des débats fructueux;

c) **Présentation de documents de travail.** Le Japon a présenté un document de travail conjoint avec l'Autriche sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération lors de la première session du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Il a également présenté des documents de travail conjoints avec d'autres pays membres de l'Initiative multinationale pour la non-prolifération et le désarmement aux première et deuxième sessions du Comité préparatoire;

d) **Documents du Ministère des affaires étrangères.** Le Japon a publié et mis à jour des livres blancs contenant des renseignements utiles sur le désarmement et la non-prolifération, et publié des brochures décrivant brièvement ses efforts;

e) **Porte-parole spéciaux en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires.** En tant que pays ayant subi des bombardements atomiques, le Japon a pour mission historique d'informer des auditoires du monde entier, notamment les jeunes, des conséquences catastrophiques de l'usage des armes nucléaires. À cet égard, il a lancé en 2010 un programme intitulé « Porte-parole spéciaux pour un monde exempt d'armes nucléaires ». Le principal objectif de ce programme est de faire part des épreuves traversées par les rescapés des explosions atomiques (*hibakusha*) à des auditoires du monde entier, notamment les jeunes. Comme l'âge moyen de la plupart des rescapés est de plus de 78 ans, le Ministre des affaires étrangères du Japon, Fumio Kishida, a lancé en juin 2013 un nouveau programme intitulé « Porte-parole de la jeunesse pour un monde exempt d'armes nucléaires ». Dans le cadre de ce programme, une nouvelle génération est appelée à faire part de ce qu'elle a appris au sujet des conséquences tragiques de l'usage des armes nucléaires, ainsi qu'à présenter ses idées sur les mesures qu'elle préconise en vue de les éliminer;

f) **Programme d'échanges pour les jeunes.** En avril 2014, à Hiroshima, en marge de la réunion ministérielle de l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement, un programme d'échanges pour les jeunes a été organisé afin de sensibiliser les jeunes générations des pays membres de cette initiative aux conséquences vécues des explosions nucléaires;

g) **Traduction des témoignages des rescapés des explosions nucléaires dans d'autres langues.** Le Japon s'est employé à diffuser plus largement les témoignages des *hibakusha*. Leurs récits ont été traduits en anglais et dans d'autres langues et sont accessibles sur le site Web du Ministère des affaires étrangères du Japon;

h) **Exposition sur les explosions nucléaires.** En novembre 2011, les villes d'Hiroshima et de Nagasaki ont, en coopération avec le Gouvernement japonais, inauguré conjointement une exposition permanente sur les explosions nucléaires qui

ont ravagé ces deux villes. Installée à l'Office des Nations Unies à Genève, cette exposition est similaire à celle qui a été mise en place à New York. Par le biais de cette exposition, le Japon a œuvré en faveur d'une meilleure sensibilisation aux effroyables ravages causés par l'usage des armes nucléaires et d'une meilleure reconnaissance de la nécessité de renforcer les efforts consacrés au désarmement par la communauté internationale tout entière;

i) **Déclaration conjointe sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération au nom de 36 pays.** Le Japon a fait une déclaration sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération à la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015. Cette déclaration vise à sensibiliser davantage le public, et notamment les jeunes, aux questions relatives au désarmement nucléaire et à la non-prolifération, ainsi qu'aux conséquences humanitaires catastrophiques de l'usage d'armes nucléaires et de la menace que représentent divers risques nucléaires, et à appeler l'attention sur les mesures à prendre pour surmonter ces défis.

G. Mexique

[Original : espagnol]
[5 juin 2014]

L'éducation et la promotion des valeurs à défendre, mesures à prendre et objectifs à réaliser dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération sont cruciales pour l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires et la consolidation d'une culture de la paix et d'un monde plus sûr.

Le Mexique considère qu'il importe au plus haut point que les nouvelles générations disposent des moyens nécessaires pour édifier un monde pacifique et exempt d'armes. C'est pour cette raison qu'il a, au cours des dernières années, assuré la promotion de diverses activités ayant trait à l'éducation et à la sensibilisation aux questions de désarmement, principalement nucléaire, en vue d'élargir les connaissances, de renforcer les débats en la matière et de faire connaître les nouvelles initiatives entreprises pour favoriser l'avènement d'un monde exempt de ces armes. Parmi ces activités, celles qui suivent retiennent tout particulièrement l'attention :

a) Présentation bisannuelle de la résolution intitulée « Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération » au sein de la Première Commission de l'Assemblée générale;

b) Intégration de matières sur le désarmement et la non-prolifération aux programmes d'études des Ministères de la défense nationale et de la marine;

c) L'Institut Matías Romero (Académie diplomatique du Mexique) a inscrit le désarmement en tant que matière enseignée dans le cadre de ses programmes de formation des diplomates mexicains et des attachés militaires et navals, ainsi que dans les cours de formation d'autres fonctionnaires qui occuperont des postes au sein du service diplomatique mexicain;

d) L'Université nationale autonome du Mexique continue d'organiser des manifestations promotionnelles auprès des étudiants et des enseignants sur le

désarmement et la non-prolifération, et propose dans le cadre du programme d'études menant à l'obtention de la licence en relations internationales une matière englobant les thèmes du désarmement classique, chimique, biologique et nucléaire;

e) Le Ministère des relations étrangères du Mexique a participé à diverses tables rondes, forums et cours organisés par des établissements d'enseignement au Mexique et à l'étranger en présentant des exposés sur le désarmement nucléaire et les conséquences humanitaires de l'usage des armes nucléaires. Par ailleurs, le Mexique participe au cours en ligne sur le désarmement nucléaire du réseau de travail Sécurité humaine en Amérique latine et dans les Caraïbes;

f) Dans le cadre du cycle d'examen de 2015 du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, le Mexique a présenté un document de travail sur le thème de l'éducation pour le désarmement dans le contexte de l'Initiative pour la non-prolifération et le désarmement, et a participé à l'allocution conjointe présentée sur ce thème à la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015;

g) Du 7 au 11 juillet 2014, le Ministère des affaires étrangères du Mexique, en coordination avec le Centre d'études James Martin sur la non-prolifération, organisera à l'Académie diplomatique du Mexique le premier cours d'été sur le désarmement nucléaire et la non-prolifération destiné à des diplomates latino-américains en vue de former de nouveaux « champions » du désarmement dans la région;

h) Le Mexique participe aux activités du groupe sur l'éducation pour le désarmement nucléaire et la non-prolifération chargé d'élaborer un cours consacré à ces thèmes au sein de l'Organisme pour l'interdiction complète des armes nucléaires en Amérique et dans les Caraïbes.

H. Panama

[Original : espagnol]
[23 mai 2014]

Le Panama a déclaré qu'il ne possède, n'importe, ne manipule ni ne stocke ni armes de destruction massive, ni armes nucléaires de n'importe quel type, ni leurs vecteurs, parce qu'il a mis en œuvre des mesures visant à empêcher le trafic d'armes de ces catégories sur son territoire national.

Le Panama a intégré par conséquent à sa législation le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, le Traité interdisant de placer des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol, et le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il fait partie des États ayant signé des protocoles relatifs aux petites quantités de matières et participe à la campagne pour le désarmement nucléaire à l'échelle mondiale et à la Campagne Vision 2020 de Mayors for Peace (Vision 2020 des maires pour la paix). Par ailleurs, des portails de surveillance réactifs destinés à la vérification des conteneurs ont été installés dans les ports de l'Atlantique et du Pacifique.

Le Panama, conformément aux principaux objectifs de l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, a engagé ses citoyens à contribuer, par leurs connaissances et leurs capacités, à la mise en œuvre des mesures nécessaires en vue de favoriser le désarmement et la non-prolifération dans le cadre d'une initiative internationale efficace. L'éducation est une solution qui nécessite l'engagement synergique des gouvernements nationaux, des organisations internationales et de la société civile.

I. Portugal

[Original : anglais]
[19 mai 2014]

Dans le domaine de l'éducation, les nouvelles technologies et les médias ont revêtu une dimension plus large, en particulier chez les jeunes. La création du site Web intitulé « Éducation en matière de désarmement : ressources pédagogiques » a constitué une étape importante sur la voie de l'intégration de ces questions aux textes et références utilisés quotidiennement dans le contexte de l'éducation. Ce site Web a contribué aux échanges de renseignements sur les questions de désarmement et de non-prolifération. Cet outil a en outre aidé à sensibiliser les populations aux effets négatifs d'une culture de la violence, en particulier parmi les jeunes, et à lutter, par l'éducation, contre la prolifération des armes légères et de petit calibre, de même que contre celle des armes de destruction massive, le terrorisme et d'autres menaces à la sécurité internationale.

Le Portugal participe à plusieurs initiatives entreprises dans les domaines pédagogique et politique, notamment sous la forme de séminaires, dans le cadre de l'Union européenne et de groupes de réflexion, ce qui lui permet d'échanger des renseignements avec ses partenaires sur les méthodes, la législation, les politiques et les pratiques optimales en matière de défense, d'activités des autorités douanières, etc. Il a également organisé diverses initiatives portant sur des objectifs plus pédagogiques. Il s'est notamment agi d'une visite d'étude effectuée auprès des autorités chargées du contrôle des exportations en Albanie, Bosnie-Herzégovine et Serbie au cours de l'année écoulée.

Le Portugal a organisé des séminaires consacrés aux questions de désarmement et de non-prolifération afin de rehausser le niveau de sensibilisation des jeunes. À l'échelle nationale, il a favorisé la tenue de réunions à l'intention des représentants de plusieurs ministères et autres entités, tels que le Ministère des affaires étrangères, le Ministère de la défense, les douanes, la police, etc., afin de promouvoir les échanges de renseignements et de données sur les méthodes applicables aux questions liées à la défense, notamment en ce qui concerne le désarmement et la non-prolifération, la législation en vigueur dans ce domaine, et le respect par le Portugal des obligations internationales qu'il assume.

Le désarmement et la non-prolifération ont suscité une attention accrue dans le domaine de l'enseignement. À l'heure actuelle, ce sont des questions qui sont abordées indirectement dans le cadre de diverses matières inscrites aux programmes de cours.

III. Application des recommandations par l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales et régionales

A. Bureau des affaires de désarmement

1. Partout où le Bureau des affaires du désarmement est présent, à savoir New York, Genève, Vienne, Lomé, Lima et Katmandou, son personnel va régulièrement à la rencontre de groupes de jeunes – le plus souvent des étudiants mais aussi des élèves plus jeunes – pour s'entretenir avec eux de questions relatives au désarmement.
2. Depuis le lancement du site Web renouvelé du programme d'éducation pour le désarmement (www.un.org/disarmament/education) dans les six langues officielles de l'Organisation en septembre 2011, de nouvelles pages interactives sur les dépenses militaires, les armes légères, le Traité sur le commerce des armes et la United Nations Trust Facility Supporting Cooperation on Arms Regulation ont été ajoutées à l'adresse www.un.org/disarmament/education/presentations.
3. Le Bureau a continué de faire usage des médias sociaux et notamment de Twitter pour mieux diffuser les informations et les nouvelles concernant le désarmement.
4. En collaboration avec le Département de l'information, il a lancé une publication intitulée *Action for Disarmament: 10 things you can do!* destinée aux lycéens et aux étudiants du premier cycle universitaire, afin d'appeler l'attention des jeunes du monde entier sur la promotion de la paix et de la sécurité internationale par le désarmement. L'ouvrage propose 10 mesures concrètes propres à aider les jeunes à se mobiliser, à agir et à promouvoir les valeurs du désarmement dans leurs écoles, leurs communautés et au-delà. Il est disponible à la boutique de l'ONU en version papier ou électronique, ainsi qu'en format PDF. Il est question que des étudiants de l'Université de Tokyo le traduisent en japonais et que l'ONG Hope to the Future Association le publie en coréen.
5. Au cours de la période considérée, le Bureau des affaires de désarmement a octroyé 50 bourses au titre du Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement afin que les délégués des États Membres puissent intervenir plus efficacement dans les instances internationales de délibérations et de négociations. Il offre aux jeunes diplômés la possibilité d'acquérir une expérience professionnelle dans le cadre du Programme Jeunes administrateurs des Nations Unies. Il a également lancé à New York et Genève un programme de stages dont ont déjà bénéficié plus de 65 étudiants des deuxième et troisième cycles.
6. Depuis mai 2011, le Bureau collabore avec l'ONG new-yorkaise Hibakusha Stories, qui invite des survivants de la bombe atomique à porter leur témoignage dans les écoles secondaires de New York, et organise deux fois par an les rencontres des *hibakusha* avec les guides des visites du Siège de l'ONU ainsi qu'avec le personnel et les stagiaires des missions permanentes.
7. Le 6 novembre 2012 et le 5 novembre 2013, le Bureau a coparrainé un atelier sur le désarmement donné par Hibakusha Stories au siège de l'ONU à l'intention de

60 enseignants d'écoles publiques de New York dans le cadre de son programme de formation permanente.

8. Par l'intermédiaire du Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, le Bureau a privilégié l'éducation des femmes pour le désarmement et la non-prolifération et accueilli un colloque sur les perspectives de carrière des femmes dans le domaine de la paix et du désarmement ainsi que des sessions de formation s'adressant aux jeunes femmes pour célébrer la Journée internationale de la paix, expliquer le contenu de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité et promouvoir ainsi la participation des femmes au processus mondial de paix et de désarmement. Le Centre a donné des ateliers de formation pour des publics spécialisés, dont plusieurs à l'intention des journalistes – qui sont des partenaires importants du processus d'éducation pour le désarmement – autour d'un certain nombre de thèmes liés au désarmement, à la maîtrise des armements et à la non-prolifération en Afrique.

9. En février 2013, par l'intermédiaire du Centre régional pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique, le Bureau des affaires du désarmement a lancé un projet visant à aider le ministère népalais de l'éducation à intégrer l'éducation pour la paix et le désarmement dans les programmes scolaires. Le Centre a facilité la formation et l'accompagnement technique des hauts fonctionnaires, à la suite de quoi des leçons sur la paix et le désarmement ont été intégrées dans les manuels, qui sont distribués à plus de 400 000 élèves chaque année. Le 18 septembre 2013, le Centre a également dévoilé un film vidéo sur le projet. Le documentaire a été projeté aux cérémonies officielles de la Journée internationale de la paix et à la conférence des élèves.

B. Département de l'information

10. La Télévision/vidéo des Nations Unies a participé au travail d'éducation pour le désarmement et la non-prolifération en produisant une annonce de service public sur les armes légères pour le compte du Bureau des affaires de désarmement, en coproduisant avec ce même bureau une émission sur la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité, en enregistrant un message du Secrétaire général à l'occasion du dixième anniversaire de cette résolution, et en coproduisant avec l'Organisation pour l'interdiction complète des essais nucléaires un documentaire sur l'île Robinson Crusoe et la reconstruction d'une station de surveillance des essais nucléaires détruite par un tsunami.

11. La Bibliothèque Dag Hammarskjöld du Siège de l'ONU à New York a désigné un bibliothécaire référent chargé de coordonner toute la documentation relative au désarmement et d'aider les utilisateurs internes et extérieurs à trouver les documents de recherche et les études disponibles dans ce domaine.

12. Le réseau mondial des centres d'information des Nations Unies a observé les journées et les commémorations internationales, placé des tribunes libres de hauts responsables de l'ONU dans de nombreuses langues et réalisé une série de programmes de vulgarisation visant à promouvoir l'éducation pour le désarmement et la non-prolifération. Les activités pédagogiques des centres d'information en Afrique, en Asie, en Europe et en Amérique latine sont décrites plus en détail sur le site unic.un.org/imu/recentActivities/.

C. Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement

13. L'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) utilise activement les médias sociaux à la fois pour atteindre de nouveaux publics et pour communiquer des contenus de manière innovante aux internautes qui s'intéressent déjà à lui. Son blog Disarmament Insight et son compte Twitter font connaître ses activités et l'actualité du désarmement à une très large audience. Tous ses documents sont maintenant disponibles en format ePub et sont donc accessibles depuis les tablettes et les mobiles.

14. L'Institut continue de privilégier la mise au point de nouveaux outils d'apprentissage et de formation. Pour l'année 2014, il s'est donné pour tâche d'élaborer des outils de formation pour accompagner l'utilisation du logiciel d'évaluation des normes internationales sur le contrôle des armes légères développé par ses soins. Des cours de formation seront offerts en Asie, en Afrique, en Europe et en Amérique latine dans la seconde moitié de l'année.

15. Le personnel de l'Institut est régulièrement sollicité pour enseigner des cours sur le désarmement. L'Institut lui-même accueille fréquemment des groupes d'élèves en visite et des boursiers pour des rencontres sur le thème du désarmement et de la sécurité. Il continue de mettre en avant l'importance de l'apprentissage en milieu de travail et a étoffé son programme de stages et de boursiers invités.

16. Des renseignements plus détaillés sur les aspects spécifiques des activités pédagogiques de l'Institut figurent dans le rapport annuel du Directeur, qui sera transmis à l'Assemblée générale, et affiché sur le site www.unidir.org.

D. Agence internationale de l'énergie atomique

17. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) propose des cours de sensibilisation et de formation pour soutenir la conclusion et la mise en œuvre d'accords de garanties généralisées et de protocoles additionnels par des exposés, des formations et des publications. En avril et mai 2013, elle a organisé une campagne d'information pour les États insulaires du Pacifique à Nadi (Fidji).

18. L'AIEA produit aussi de la documentation imprimée et électronique pour accompagner ses activités de communication. Elle a créé une page Web (www.iaea.org/safeguards) dans laquelle les États et les autorités régionales peuvent trouver conseils et informations. Afin d'aider les États signataires de protocoles relatifs aux petites quantités de matières à acquérir les capacités voulues pour honorer leurs obligations au titre du protocole, l'Agence a publié le *Guide d'application des garanties pour les États ayant des protocoles relatifs aux petites quantités de matières* (Collection Service 22) en avril 2013.

19. Une fois par an, l'AIEA organise un atelier pour renseigner les diplomates sur ses activités. Le dernier en date s'est tenu en avril 2014. Elle propose aussi des cours et des formations en droit nucléaire dans le domaine des garanties et de la sûreté et sécurité nucléaires. Son programme de coopération technique continue de parrainer l'École internationale de droit nucléaire créée en 2001. En, en 2011, elle a aussi ouvert l'Institut du droit nucléaire qui propose chaque année un stage intensif de deux semaines aux juristes qui participent à la rédaction de projets de loi sur le nucléaire.

20. Tous les deux ans, l'AIEA propose un programme de formation sur les garanties destiné aux jeunes cadres et diplômés des pays en développement, l'idée étant de les préparer à occuper chez eux des emplois liés à l'utilisation pacifique de l'énergie atomique et d'augmenter le nombre de candidats des pays en développement ayant les qualifications voulues pour devenir inspecteurs des garanties à l'Agence ou dans l'organisme nucléaire de leur pays.

21. Dans le cadre de sa mission d'éducation et de formation, l'AIEA offre des bourses et des possibilités de travail à des jeunes diplômés (Programme Jeunes administrateurs), des bourses de six mois destinées aux jeunes femmes (programme de bourses Jeunes administratrices), afin d'accroître la proportion de femmes employées par l'Agence et les institutions des États Membres chargées du nucléaire.

22. L'AIEA produit aussi toute une série de documents imprimés et électroniques ainsi que des vidéos illustrant ses activités. Elle utilise les médias sociaux tels que Facebook, Twitter, et Google+ pour informer les internautes. En mai 2014, elle avait plus de 87 000 contacts sur Facebook et pouvait ainsi toucher un large public.

E. Organisation pour l'interdiction des armes chimiques

23. À sa troisième session extraordinaire chargée d'examiner le fonctionnement de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction (avril 2013), la Conférence des États parties a fait plusieurs recommandations concernant l'éducation et l'information du public. Le secrétariat technique et les États parties ont donné suite en multipliant leurs activités, avec notamment des rencontres régionales, la mise au point d'outils et documents pédagogiques, des films vidéo et des campagnes auprès des communautés concernées.

24. En avril 2014, l'Argentine et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques ont coorganisé la toute première rencontre régionale consacrée à l'éducation pour l'utilisation responsable des connaissances sur les produits chimiques à double usage. En 2014, l'Organisation a lancé le projet Fires, série innovante de documentaires vidéo qui peuvent être visionnés à l'adresse www.thefiresproject.com/. Elle s'est assurée la collaboration de spécialistes néerlandais pour mettre au point du matériel pédagogique à l'usage des élèves et des enseignants du secondaire et a aidé l'Union internationale de chimie pure et appliquée à actualiser le contenu de ses pages Web.

25. L'Organisation a continué de proposer des cours de formation aux États parties et élargi son activité d'apprentissage à distance pour couvrir d'autres aspects de l'application de la Convention sur les armes chimiques. Des séances consacrées à l'éducation et à la vulgarisation ont été intégrées aux réunions régionales et mondiales des instances nationales chargées d'appliquer la Convention.

F. Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires

26. Du 17 au 21 juin 2013, la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires a tenu la Conférence 2013 de la science et de la technologie, manifestation majeure qui a réuni plus de 750 membres

de la communauté scientifique mondiale et permis d'approfondir le dialogue et la collaboration entre l'Organisation et les experts techniques indépendants.

27. Les technologies et techniques liées au système de surveillance international, le Centre international de données et le régime d'inspections sur place ainsi que les aspects politiques et juridiques du Traité sont autant de thèmes des nombreux cours et ateliers offerts par l'Organisation. Le renforcement des capacités dans ce domaine améliore les moyens scientifiques des pays et se traduit par une appréciation plus complète et approfondie du fonctionnement concret du mécanisme de vérification du Traité.

28. L'Organisation a continué de jouer un rôle déterminant dans la diffusion rapide de l'information à un large éventail d'acteurs partout dans le monde, en privilégiant spécifiquement les outils et techniques d'apprentissage électroniques tout en continuant d'aller à la rencontre des médias et de la société civile. Les conférences gratuites ont été complétées par un portail éducation repensé ayant vocation à créer une communauté de pratique dans les disciplines se rapportant au Traité. De plus, l'Organisation a continué d'utiliser plusieurs médias sociaux pour aiguiller le trafic vers son site Web et accroître substantiellement sa visibilité. La Commission préparatoire a augmenté sa présence sur iTunes U, qui accueille maintenant 15 collections et trois cours complets. La page iTunes U de l'Organisation compte près de 2 000 abonnés et a recensé environ 15 000 téléchargements de fichiers.

29. Les activités de vulgarisation et d'éducation de l'Organisation ont démontré leur efficacité en termes de formation multidisciplinaire. En 2012 et 2013, plus de 1 700 participants, dont 1 200 en ligne, y ont pris part. On comptait parmi eux des diplomates, des praticiens, des journalistes et des représentants d'agences gouvernementales, d'universités et d'institutions de recherche.

30. L'Organisation a organisé deux forums universitaires en mars 2013 et mai 2014, et un autre en juin 2012. Il s'agissait de donner des informations pratiques aux universitaires dispensant un enseignement au sujet de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ainsi que sur les questions plus générales du désarmement et de la non-prolifération, dans le but de promouvoir l'enseignement et la recherche universitaires dans ce domaine.

IV. Application des recommandations par la société civile et les organisations non gouvernementales

A. Ban All Nukes generation

31. Ban All Nukes generation a monté de multiples projets concernant l'impact humanitaire des armes nucléaires, le groupe de travail à composition non limitée de l'Assemblée générale, la Première Commission et les comités préparatoires de la conférence d'examen 2015 des États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

32. Les projets « Claim your voice – Ban the bomb » et « Game changers » méritent d'être mentionnés en raison de leur méthode, à savoir l'apprentissage par la pratique. Cette approche a encouragé les jeunes participants à se renseigner sur les problèmes et à devenir des militants du mouvement en faveur de l'élimination des armes nucléaires.

B. Fondation Berghof

33. La Fondation Berghof est une organisation non gouvernementale allemande qui a élaboré, soutenu et lancé un programme scolaire sur l'éducation pour la paix en Jordanie et dans le nord-est de l'Inde, en étroite collaboration avec des ministères, des établissements universitaires et des experts locaux. La lutte contre la prolifération des armes légères est l'un des éléments essentiels du programme et des activités d'enseignement. Le projet vise à sensibiliser les jeunes au risque lié à l'utilisation d'armes à feu et à leur donner les moyens de devenir des artisans de la paix dans leurs communautés.

34. La Fondation a également créé un site Web interactif (www.frieden-fragen.de) qui se veut un espace public où les jeunes âgés de 9 à 17 ans peuvent faire connaître leurs idées et leurs préoccupations au sujet notamment des armements et du désarmement.

C. Campaign for Nuclear Disarmament

35. Campaign for Nuclear Disarmament a produit un nouveau dossier pédagogique d'éducation pour la paix qui a été distribué à de nombreuses occasions et notamment dans plus d'une douzaine de conférences d'enseignants. Les interventions directes dans les écoles ont été multipliées, et un réseau de conférenciers se met en place pour que les bénévoles puissent faire des exposés et animer des ateliers pour un plus grand nombre de jeunes. La formation des maîtres a continué, à l'intention plus particulièrement des futurs enseignants qui entament leur formation initiale.

36. En 2014, Campaign for Nuclear Disarmament a organisé son premier concours d'écriture afin de mieux faire connaître la Journée internationale de la paix. L'information sur les activités et les ressources peuvent être téléchargées du site Web de l'organisation à l'adresse www.cnduk.org/education.

D. Centre for Science and Security Studies

37. Le Centre for Science and Security Studies du King's College de Londres offre des modules de formation à l'intention des étudiants du premier et du deuxième cycle de l'enseignement supérieur en même temps qu'il assure la supervision des étudiants qui préparent leur doctorat et leur doctorat d'État dans les domaines de la recherche, de la formation et de l'éducation en matière de non-prolifération et de sécurité nucléaire. Outre l'enseignement dispensé dans le cadre traditionnel des salles de classe, figurent également des activités liées à des programmes de formation d'encadreurs et d'éducateurs dans le domaine de la sécurité nucléaire, des travaux de collaboration avec la profession s'inscrivant au titre du respect des sanctions et des mesures de contrôle des exportations en matière de non-prolifération et des actions de sensibilisation des décideurs et du grand public par le biais de la publication en ligne d'ouvrages d'information, d'articles périodiques et de résumés et de la diffusion d'éléments sur les réseaux sociaux.

E. Hibakusha Stories

38. Hibakusha Stories a offert à quelque 25 000 élèves d'établissements d'enseignement secondaire la possibilité de rencontrer des survivants d'Hiroshima et de Nagasaki, désignés en japonais sous le nom de *hibakusha*. Hibakusha Stories propose un séminaire interactif sur les armes nucléaires suivi de témoignages donnant lieu à des échanges directs entre survivants et élèves. Il n'y a rien de plus profond que les témoignages recueillis de première main des *hibakusha* pour aider à donner aux élèves la motivation d'œuvrer en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires.

39. En outre, le petit fils aîné du Président Harry Truman, l'enfant d'un ingénieur qui a travaillé dans le cadre du Projet Manhattan et une personne habitant à un endroit qui reçoit un vent arrière de l'usine d'armes nucléaires de Rocky Flats ont fait part aux élèves de leur expérience. Des programmes avec les *hibakusha* ont également été organisés sous l'égide des Missions permanentes du Mexique et d'El Salvador, en collaboration avec l'organisation non gouvernementale Peace Boat, basée à Tokyo. De plus amples informations sur les activités éducatives liées à Hibakusha Stories sont disponibles à l'adresse ci-après : www.hibakushastories.org.

F. Institut d'études sur la sécurité

40. L'institut d'études sur la sécurité basé en Afrique fournit aux États africains des conseils sur les politiques à suivre ainsi qu'une assistance au titre de l'application des résolutions du Conseil de sécurité, telles que la résolution 1540 (2004), et des régimes de sanctions; du renforcement d'une culture de sécurité nucléaire aux installations nucléaires et radiologiques; et de la nécessité de régir la partie initiale du cycle du combustible nucléaire.

41. L'Institut favorise également l'universalisation du Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique (appelé Traité de Pelindaba), la Convention sur les armes chimiques, la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, et l'amendement de 2005 à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires. Il a établi des directives concernant le Traité de Pelindaba et la résolution 1540 (2004) axées sur l'Afrique.

G. International Network of Engineers and Scientists against Proliferation

42. Sous la supervision de l'International Network of Engineers and Scientists against Proliferation, 60 étudiants de Universitat Hamburg et de Technische Universitat Darmstadt en Allemagne ont participé aux sessions de 2013 et de 2014 du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires à Genève et à New York respectivement. Les étudiants de huit différentes facultés ont assisté à des séances plénières et à des manifestations parallèles, rencontré des diplomates, visité la Mission permanente de l'Allemagne, écouté les témoignages des *hibakusha*, tenu un atelier avec des étudiants de l'université de Nagasaki, participé à un séminaire organisé par des experts de l'université de Princeton et simulé des négociations sur une convention sur les armes nucléaires.

H. Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire

43. L'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire a sensibilisé décideurs, diplomates, organisations non gouvernementales et public aux aspects médicaux et sanitaires de la violence armée, y compris les conséquences humanitaires des armes nucléaires, comme moyen de favoriser le désarmement nucléaire, les accords internationaux visant à restreindre le commerce des armes à l'échelle mondiale, la réduction des dépenses militaires mondiales et l'accroissement du financement des priorités humaines et sociales telles qu'identifiées dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement. Les aspects marquants ont porté notamment sur un rapport actualisé consacré aux effets dévastateurs de l'utilisation des armes nucléaires sur le climat et l'agriculture; des exposés sur les conséquences médicales, environnementales et humanitaires de la guerre nucléaire présentés à des réunions parrainées par l'ONU; l'encadrement au sein de coalitions d'organisations non gouvernementales qui mènent une campagne en faveur du Programme d'action des Nations Unies relatif aux armes légères, le Traité sur le commerce des armes, la Convention sur les armes à sous-munitions et d'autres initiatives de lutte contre la violence armée.

I. James Martin Center for Non-Proliferation Studies de l'Institut d'études internationales de Monterey

44. Les étudiants du deuxième cycle du James Martin Center for Non-Proliferation Studies de l'Institut d'études internationales de Monterey poursuivent un programme de deux ans sanctionné par un diplôme qui allie travaux pratiques structurés en classe dans le cadre de l'Institut à une formation en cours d'emploi au Centre ainsi que des stages auprès d'organisations internationales chargées de questions de non-prolifération et de désarmement.

45. Des instructeurs et élèves d'écoles d'enseignement secondaire, des étudiants du premier cycle, des fonctionnaires, des diplomates et des scientifiques sont également de ceux qui reçoivent une formation des experts du Centre selon des modalités variées. Le Centre fait de plus en plus appel à divers types d'outils et de technologies nouvelles d'apprentissage en ligne pour toucher des publics éloignés. Il a également de plus en plus recours à des réseaux sociaux tels que Facebook et Twitter pour diffuser des informations et étendre son public. Le Centre s'est par ailleurs doté de sa propre chaîne You Tube, appelée Nuke Tube, à partir de laquelle ses séminaires et manifestations peuvent être téléchargés à l'adresse ci-après : <http://www.non-prolifération.org>.

J. Le Mouvement de la Paix

[Original : français]

46. Le Mouvement de la Paix agit pour le désarmement, en particulier nucléaire, mais aussi contre la production et les transferts d'armements, et pour la réduction des budgets militaires. Le Mouvement de la Paix entend proposer des initiatives autour des huit points constitutifs de la décennie internationale (Organisation des Nations Unies – Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la

culture) de la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence. Sur le plan pratique, cela résulte en des actions de sensibilisation et d'éducation à la paix auprès du grand public et des jeunes. Le Mouvement de la Paix a notamment mis en place des outils de formation à la paix en direction des enseignants et du personnel socioéducatif. Ses actions de sensibilisation l'ont ainsi mené à participer à des rassemblements internationaux comme les forums sociaux et le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

K. Network for Continental Disarmament and Development

47. Le Network for Continental Disarmament and Development en Afrique du Sud a pris, en coopération avec la Nelson Mandela Metropolitan University, les dispositions voulues pour obtenir l'homologation de deux programmes d'apprentissage axés sur le désarmement et la non-prolifération des armes classiques et des armes de destruction massive. Les deux programmes visent essentiellement à répondre aux besoins, aux exigences et aux aspirations des États africains.

L. Non-proliferation for Global Security Foundation

48. La Non-proliferation for Global Security Foundation organise régulièrement des séminaires à l'intention des médias, des guides de l'opinion, des responsables gouvernementaux, des politiciens et du grand public dans plusieurs pays. Depuis 2010, la Fondation a institué un cours régional de troisième cycle sur la sécurité, le désarmement et la non-prolifération à l'échelle mondiale, dispensé en espagnol et en portugais. Elle diffuse également un enseignement à l'intention d'étudiants du premier cycle et s'attache actuellement à mettre au point un système d'apprentissage en ligne.

M. Nuclear Age Peace Foundation

49. La Nuclear Age Peace Foundation a pris part à de nombreuses activités éducatives centrées sur la paix et le désarmement nucléaire et allant de la production d'ouvrages didactiques à l'organisation de conférences en passant par l'élaboration de programmes à l'intention d'établissements scolaires et universitaires. Parmi les principales activités menées au cours de la période considérée, on peut citer notamment les suivantes :

- a) Publication d'ouvrages par le Président de la Fondation, M. David Krieger, le Juge Christopher Weeramantry, Martin Hellman et d'autres;
- b) Plus de 100 conférences publiques sur la nécessité urgente d'abolir les armes nucléaires;
- c) Collaboration avec des étudiants à l'ONU, notamment dans le cadre des sessions de 2013 et 2014 du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015, du Groupe de travail à composition non limitée et de la Première Commission de l'Assemblée générale.

N. World Conference of Religions for Peace

50. La World Conference of Religions for Peace a continué à mobiliser des chefs religieux, des femmes de foi et des réseaux de jeunes pour favoriser le rôle constructif que jouent les communautés religieuses dans la promotion du désarmement nucléaire et de la non-prolifération; à remettre en question la légitimité morale des stratégies de sécurité fondées sur l'emploi ou la menace de l'emploi d'armes nucléaires; à encourager l'interdiction de l'utilisation aveugle d'armes explosives telles que les mines terrestres et les armes à sous-munitions; à préconiser que soit mis un frein à la prolifération illicite et au mauvais usage des armes légères et de petit calibre et à apporter une assistance humanitaire stratégique aux victimes des armes légères et des engins non explosés.

O. Soka Gakkai International

51. Soka Gakkai International a poursuivi sa décennie populaire en faveur de l'abolition des armes nucléaires, une initiative de sensibilisation à l'échelle communautaire lancée en 2007 dans le but de rallier l'opinion publique internationale à la cause de la lutte contre les armes nucléaires.

52. Une enquête a été menée auprès de jeunes dans neuf pays, dont les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord pour recueillir des opinions sur les armes nucléaires et leurs conséquences humanitaires.

53. L'initiative de la décennie populaire a suscité des actions au niveau local. C'est ainsi que Soka Gakkai International Italie a lancé sa propre initiative de sensibilisation appelée « Senzatomica » tandis que Soka Gakkai International USA Youth démarrait une campagne intitulée « Our new clear future » – (not « nuclear »). La Division des jeunes au Japon tient des forums consacrés aux *hibakusha* dans l'ensemble des 47 préfectures pour sous-tendre l'action que mène Soka Gakkai International à l'échelle mondiale.

P. Université de Stockholm

54. L'Université de Stockholm, en coopération avec l'organisation Swedish Physicians against Nuclear Weapons a organisé une conférence sur la politique de désarmement suédoise, intitulée « La politique de désarmement suédoise durant la guerre froide » le 26 novembre 2012 à Stockholm. La conférence, qui a permis de jeter les bases d'un projet de recherche mixte sur la politique de désarmement suédoise, comportait notamment des exposés sur des aspects historiques, théoriques et comparatifs du désarmement. Le rapport de la conférence est disponible à l'adresse ci-après : www.wilsoncenter.org/sites/default/files/Conference_Report_Swedish_Disarmament_Policy.pdf.

Q. Simons Foundation

55. La Simons Foundation et le Programme de communication et de recherche sur la sécurité internationale du Bureau des renseignements et de la sécurité internationale du Ministère des affaires étrangères, du commerce et du

développement du Canada a décerné des prix de recherche universitaire dans les domaines du désarmement, de la maîtrise des armements et de la non-prolifération en 2013 et 2014.

56. La Fondation a fourni une subvention initiale au titre de la recherche sur le désarmement nucléaire pour mettre sur pied le projet de vérification d'un monde exempt d'ogives nucléaires avec le Nuclear Futures Laboratory de l'Université de Princeton; institué « la Chaire Simons de désarmement et de sécurité mondiale et humaine » à l'Université de la Colombie britannique; financé la bourse de recherche en matière de sécurité internationale, la publication d'ouvrages sur la sécurité et le développement et l'organisation d'un cycle de conférences sur la dynamique sociale de la paix et des conflits à l'Université Simon Fraser; et parrainé l'initiative du Canada intitulée « Mise en scène internationale de l'ONU » en 2013 et 2014.

R. Université d'Uppsala

57. Dans le courant du troisième trimestre de 2013, l'Académie nordique de sûreté et de sécurité nucléaires de l'Université d'Uppsala a dispensé un enseignement et une formation en matière de sûreté et de sécurité à des professionnels de l'industrie de l'énergie nucléaire.

58. Depuis 2010, le département de physique et d'astronomie de l'Université donne un cours sur la sûreté de l'énergie nucléaire. Le contenu du cours est disponible à l'adresse ci-après : www.uu.se/utbildningar/selma/kursplan/?kKod=1FA426.

S. Verification Research, Training and Information Centre

59. Le Verification Research, Training and Information Centre contribue à la sensibilisation au désarmement et à la non-prolifération en organisant des séminaires et des ateliers sur divers des instruments de maîtrise des armements et de désarmement en organisant des missions à l'intérieur des pays sur le renforcement de la législation nationale; en publiant régulièrement des résumés, des rapports et des articles sur des questions ayant trait au désarmement et à la non-prolifération de désarmement et de non-prolifération qui peuvent être consultés sur son site Web; en dispensant une formation et un enseignement avec le concours de départements universitaires s'intéressant au domaine; et en rendant compte de questions d'actualité se rapportant aux armes nucléaires, biologiques et chimiques et en les analysant dans le cadre de réseaux sociaux et d'articles publiés régulièrement sous forme de blogues à l'intention d'experts, de scientifiques, de politiciens, de décideurs, d'avocats et de parties intéressées.

T. Centre viennois pour le désarmement et la non-prolifération

60. Le Centre viennois pour le désarmement et la non-prolifération offre un cours de courte durée sur la non-prolifération et le désarmement nucléaire deux fois par an à l'intention de diplomates, la priorité étant accordée aux pays en développement. Le cours comporte un module préparatoire en ligne.

61. Le Centre accueille également de nombreux ateliers organisés à l'intention d'éducateurs, de journalistes et de membres de la communauté internationale sur des

questions se rapportant à la non-prolifération et au désarmement et collabore avec des organisations internationales et des universités dans le cadre de programmes de formation et de sensibilisation. De plus amples informations sur les activités du centre sont disponibles à l'adresse ci-après : www.vcdnp.org.

U. Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté

62. La Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, par l'intermédiaire de son programme intitulé « Reaching critical will » a publié un certain nombre de ressources, de guides et de fiches d'information en ligne et sur support papier sur le désarmement; est intervenue lors de plusieurs manifestations locales et internationales consacrées au désarmement et à la non-prolifération des armes nucléaires et classiques et aux dépenses militaires; et a rassemblé la documentation primaire de réunions intergouvernementales consacrées au désarmement nucléaire sur son site : www.reachingcriticalwill.org.

V. Conclusions

63. **Gouvernements, organisations internationales et groupes de la société civile ont continué à accroître leurs contenus numériques ainsi que leur recours et leur accès à de nouvelles technologies telles que les outils qui constituent les réseaux sociaux, pour diffuser des informations et étendre leur public.**

64. **Ces nouvelles technologies offrent aux États Membres, à l'Organisation des Nations Unies, aux organisations internationales et régionales ainsi qu'aux organisations de la société civile un moyen de toucher la jeunesse et de l'aider à mieux cerner les questions de désarmement et de non-prolifération.**

65. **Les jeunes du monde entier ont un rôle crucial à jouer en matière de sensibilisation et d'élaboration de nouvelles stratégies destinées à réduire la menace que représentent les armes de destruction massive, les armes légères et les armes de petit calibre. Il importe de tendre la main aux jeunes, de les informer et de leur donner les moyens de devenir des agents de la paix en les aidant à se mobiliser, à réagir et à promouvoir des idéaux de désarmement dans leurs écoles, dans leurs communautés et au-delà.**